

*Le Socialisme des ingénieurs sociaux et les fondements de l'analyse économique**

par **Hans-Hermann Hoppe**

L'expérience ne peut pas l'emporter sur la logique.

C'est le contraire qui est vrai.

*C'est la logique qui améliore l'expérience et qui nous dit
quel est le type d'expérience qu'il nous est possible d'avoir
et lesquelles sont au contraire le produit de la confusion intellectuelle,
et qu'on fera donc bien d'appeler des "rêveries" ou des "fantaisies"
plutôt que les prendre pour des "expériences" de la réalité.*

Au vu des arguments développés dans les chapitres qui précèdent, il apparaît qu'il n'existe aucune justification économique pour le socialisme. Le socialisme promettait d'apporter au peuple davantage de prospérité que le capitalisme, et une bonne partie de son succès est lié à cette promesse-là. Mais nos arguments viennent de prouver que c'est le contraire qui est vrai. On a montré

* Titre original : "The Socialism of Social Engineering and the Foundations of Economic Analysis", chapitre 6 de *A Theory of Socialism and Capitalism*. Auburn/Dordrecht/Boston : Ludwig von Mises Institute/Kluwer, 1989. [Les passages entre crochets sont rajoutés par votre serviteur, ainsi que les notes appelées par des astérisques, et les éventuels sous-titres et intertitres (F. G.)]

que le socialisme de type soviétique, caractérisé par des moyens de production nationalisés ou "socialisés", conduirait nécessairement au gaspillage économique parce qu'il n'y aurait pas de prix pour les facteurs de production (les vendre ou les acheter étant interdit) et de ce fait pas non plus de comptabilité analytique (qui est le moyen d'affecter aux formes de production les plus efficaces les ressources rares qui peuvent avoir plusieurs usages). Et en ce qui concerne les socialismes démocrate-social et [pseudo-]conservateur, on a montré qu'en toutes circonstances, l'un et l'autre provoquent un renchérissement de la production et, *mutatis mutandis*, une baisse du coût relatif des autres choix possibles, à savoir l'abstention de produire ou la production non officielle, et qu'ils conduisent ainsi à une moindre production de richesse, ces deux versions du socialisme instituant une structure d'incitations qui (contrairement à un système capitaliste) privilégie les non producteurs et les étrangers aux contrats aux dépens des producteurs et des participants aux contrats passés sur les produits, les biens et les services.

L'expérience aussi corrobore cette conclusion. Pour l'essentiel, les niveaux de vie dans les pays de l'Est européen sont substantiellement plus bas qu'en Europe occidentale, où la mesure dans laquelle les moyens de production ont été socialisés, quoique certainement remarquable, est en termes relatifs beaucoup plus faible. De même, chaque fois qu'on accroît l'extension des mesures redistributives et la part de la richesse produite qui est redistribuée, comme par exemple en Allemagne de l'Ouest au cours des années 1970 sous des coalitions démocrates-sociales et "libérales", il apparaît un retard dans la production sociale des richesses voire une baisse absolue du niveau de vie général. Et toutes les fois qu'une société politique ambitionne de maintenir le statu quo, c'est-à-dire une distribution donnée des revenus et des patrimoines, au moyen de contrôles de prix, de réglementations, et de contrôles du comportement —comme, par exemple, dans l'Allemagne de Hitler ou l'Italie et la France actuelles— les niveaux de vie traîneront toujours davantage derrière ceux des pays plus libéraux (capitalistes).

1 LE POSITIVISME COMME SOPHISME ULTIME DES SOCIALISTES

Cela n'empêche pas le socialisme de continuer à vivre et à prospérer, même en Occident, où les socialismes démocrate-social et [pseudo-]conservateur demeurent de puissantes idéologies. Comment donc cela peut-il être ? Un

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

des facteurs importants est que ses partisans ont abandonné l'idée originelle de la "supériorité économique" du socialisme, invoquant à la place un argument complètement différent : à savoir que le socialisme pourrait bien ne pas être économiquement supérieur, mais qu'il serait moralement préférable^o. Mais ce n'est certainement pas la fin de l'histoire. Même dans le domaine de l'économie politique, le socialisme a repris du poil de la bête, et ce qui a rendu cela possible est que le socialisme a combiné ses forces avec l'idéologie de l'empirisme, traditionnellement puissant dans le monde anglo-saxon et qui, notamment par l'influence de ce qu'on a appelé le Cercle de Vienne des philosophes positivistes, est devenue la philosophie-épistémologie-méthodologie dominante du XX^{me} siècle, non seulement dans le domaine des sciences naturelles mais aussi dans celui des sciences sociales et économiques. Cela ne concerne pas seulement les philosophes et les méthodologistes de ces sciences (lesquels, soit dit en passant, se sont entre-temps libérés de l'envoûtement positiviste-empiriste*), mais probablement davantage encore les praticiens de ces sciences (qui se trouvent encore très soumis à cette influence). En combinant sa force avec l'empirisme ou positivisme, lequel inclut pour notre propos le prétendu "rationalisme critique" de Karl R. Popper et ses adeptes, le socialisme est devenu ce que j'appellerai désormais le "socialisme des ingénieurs sociaux"¹. C'est une forme de socialisme très différente du marxisme

^o On examinera cette prétention dans le chapitre 7 [Les notes appelées par un rond (°) sont des passages originellement inclus dans le texte principal et que j'ai reportés dans les notes pour des raisons de cohérence (ce texte étant le chapitre d'un livre) ou de pertinence (étant données les structures des deux langues, une digression lisse plus vite un esprit français qu'un esprit allemand) F. G.].

* Le texte original parle d'*empiricists-positivists* et d'*empiricism-positivism*. Je préfère traduire par "positivistes-empiristes" et par "positivisme-empirisme", parce que l'empirisme est une tradition intellectuelle plutôt anglo-saxonne alors que ce qui lui ressemble le plus en France est justement le positivisme, incarnation autochtone du scientisme dont le socialisme est né (comme l'a bien montré HAYEK dans *The Counter-Revolution of Science*) [F. G.].

¹ Cf. sur la position positiviste classique, A. J. AYER, *Language, Truth and Logic*, New York, 1950 ; sur le "rationalisme critique" Karl Raimund POPPER, *Logic of Scientific Discovery*, London, 1959 [*La Logique de la découverte scientifique*] ; *Conjectures and Refutations*, London, 1969 [*Conjectures et réfutations*] ; et *Objective Knowledge*, Oxford, 1973 [*La Connaissance objective*] ; pour des présentations caractéristiques du positivisme-empirisme comme étant la méthode appropriée de l'économie politique, cf. par exemple Mark BLAUG, *The Methodology of Economics*, Cambridge, 1980 ; Terence Wilmot HUTCHINSON, *The Significance and Basic Postulates of Economic Theory*, London, 1958 ; et *Positive Economics and Policy Objectives*, London, 1964 ; et *Politics and Philosophy of Economics*, New York, 1981 ; aussi Milton FRIEDMAN, "The Methodology of Positive Economics," in: Milton FRIEDMAN, *Essays in Positive Economics*, Chicago, 1953 [*Essais d'économie positive*] ; H. ALBERT, *Marktsoziologie und Entscheidungslogik*, Neuwied, 1967.

traditionnel dans samanire deraisonner. Celle-ci tait beaucoup comme sa propre philosophie³. Cependant, c'est probablement aux Etats-Unis que cette philosophie est la plus profondément enracinée, dans la mesure où elle est presque taillée sur mesure pour s'adapter à la manière américaine de penser en termes de problèmes pratiques et de pragmatisme dans la méthode et dans les solutions.

Comment le positivisme-empirisme a-t-il seulement pu contribuer à sauver le socialisme ? [Si on se place] à un niveau [suffisamment] élevé d'abstraction, la réponse est claire. Il faut que le positivisme-empirisme puisse expliquer pourquoi tous les arguments contre le socialisme présentés jusqu'ici [au cours des chapitres précédents] n'ont pas pu être décisifs ; il doit pouvoir prouver comment on peut éviter de tirer les conclusions que moi j'ai tirées, tout en continuant à prétendre qu'on serait rationnel et agirait conformément aux règles de la recherche scientifique. Mais comment, concrètement, peut-on y parvenir ? Là-dessus, la philosophie de l'empirisme et du positivisme offre deux arguments en apparence plausibles. La première et en fait la plus fondamentale de ses croyances est la suivante⁴ :

"la connaissance du réel, que l'on appelle connaissance empirique, doit être vérifiable ou du moins réfutable par l'expérience ; et l'expérience est toujours d'une nature telle qu'elle aurait pu être autre qu'elle ne l'a effectivement été, de sorte que personne ne pouvait savoir à l'avance —c'est-à-dire avant de faire telle ou telle expérience particulière, si le résultat en irait dans un sens ou dans l'autre. Si, toutes choses égales par ailleurs, l'information n'est pas vérifiable ou réfutable par l'expérience, alors elle ne concerne pas quelque chose qui existe réellement —c'est-à-dire que ce n'est pas une connaissance *empirique*— mais une simple information sur les mots, sur la manière dont les termes s'emploient, sur des symboles et sur les règles de conversion qui les concernent —ce qu'on appelle une connaissance *analytique*. Et il est en fait extrêmement douteux qu'on puisse seulement ranger cette connaissance "analytique" parmi les "connaissances" réelles.

² Sur la mécanique sociale au coup par coup, cf. Karl Raimund POPPER, *The Poverty of Historicism*, London, 1957 [*Misère de l'Historicisme*, Plon, 1953].

³ Cf. G. LÜHRS (ed.), *Kritischer Rationalismus und Sozialdemokratie*, 2 Band, Bonn, 1975-76.

⁴ Sur ce qui suit cf. M. HOLLIS and E. NELL, *Rational Economic Man*, Cambridge, 1975, pp. 3 et suiv.

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

L'empirisme prétend disqualifier a priori les réfutations de principe du socialisme

Si l'on se range à cette position-là, comme je vais le faire pour l'instant, il n'est pas difficile de voir comment les arguments qui précèdent peuvent être rudement balayés. Les arguments sur l'impossibilité du calcul économique, sur le fait que les mesures démocrates sociales ou [pseudo-]conservatrices aggravent les coûts et conduisent à une baisse de la production des biens et services et par conséquent à de moindres niveaux de vie, ces arguments-là prétendaient évidemment être vrais a priori, c'est-à-dire non réfutables par quelque expérience que ce soit, mais au contraire connus pour vrais préalablement à toute expérience ultérieure. Mais si c'est bien le cas, alors d'après la doctrine première, le postulat central du positivisme-empirisme, cette argumentation ne saurait contenir aucune information sur la réalité. Il faudrait au contraire la considérer comme un bavardage purement verbal —un jeu de conversions tautologiques entre des mots comme "coût", "production", produit", ou "consommation"— qui ne nous dirait rien en fait de la réalité. L'empirisme en conclut que, dans la mesure où la réalité, c'est-à-dire les conséquences effectives du socialisme réel sont vraiment en cause, les arguments présentés jusqu'à présent n'auraient aucune espèce de valeur probante. Bien au contraire, pour pouvoir dire quoi que ce soit de convaincant à propos du socialisme, c'est l'expérience et l'expérience seule qui serait l'élément déterminant à considérer.

Si tout cela était réellement vrai (comme je vais continuer à le supposer), cela balayerait d'un seul coup l'ensemble des arguments économiques contre le socialisme que j'ai présentés comme étant de nature catégorique. On ne pourrait tout simplement rien dire de catégorique à propos de la réalité. Cependant, le positivisme-empirisme ne devrait-il pas même alors affronter les conséquences réelles du socialisme concret et ce résultat-là ne serait-il pas tout aussi déterminant ? Dans les chapitres qui précèdent, j'avais beaucoup plus mis l'accent sur les raisons logiques, les raisons de principe, les raisons catégoriques (tout cela étant employé ici comme synonymes) contre la prétention du socialisme à offrir un chemin plus prometteur vers la prospérité économique que le capitalisme ; et je n'avais mentionné l'expérience que de manière non systématique, pour *habiller* une thèse dont la validité peut finalement être établie indépendamment des faits employés pour l'illustrer. Mais alors, même cette expérience historique présentée à l'occasion ne pourrait-elle pas suffire pour faire son procès au socialisme ?

L'expérience ne peut jamais définitivement établir une loi causale ni une impossibilité

La réponse à ce genre de questions est un "non" définitif, et le deuxième postulat du positivisme-empirisme est ce qui explique pourquoi. Celui-ci formalise l'extension ou plutôt la mise en œuvre du premier postulat à la question de la causalité et au problème de l'explication causale et de la prédiction. Donner une explication causale à un phénomène réel, ou le prédire, c'est soit formuler un énoncé du type : "si A, alors B" ou bien, si les variables se prêtent à la mesure quantitative, "si A s'accroît (ou diminue), alors B augmente (ou baisse)." En tant qu'affirmation relative à la réalité (A et B étant des phénomènes réels), on ne peut jamais établir sa validité avec certitude, c'est-à-dire en se bornant à examiner la proposition seule ou toute proposition dont celle-ci pourrait à son tour être logiquement déduite : il s'agit, et s'agira toujours de propositions *hypothétiques*, dépendantes du résultat d'expériences à venir dont le résultat ne peut être connu à l'avance. Si l'expérience devait confirmer une explication causale hypothétique, par exemple si on devait, conformément à la prédiction, observer un cas où B succéderait effectivement à A, cela ne prouverait pas que l'hypothèse soit vraie, dans la mesure où A et B sont des termes abstraits généraux (des "universaux") — par opposition à des "noms propres", qui se réfèrent à des événements ou à des processus dont il existe (ou du moins pourrait en principe exister) un nombre indéfini de cas — et par conséquent des expériences ultérieures pourraient toujours éventuellement la réfuter. Et si une expérience réfutait une hypothèse, par exemple si on observait un cas où A *ne serait pas* suivi de B, cela ne serait pas décisif non plus, car il serait encore possible que les phénomènes hypothétiquement liés le soient en fait, par une relation de cause à effet, mais que quelque autre circonstance (ou "variable") jusqu'alors négligée, non prise en compte, ait simplement empêché d'observer effectivement la causalité postulée. Une observation contraire à la prédiction prouverait seulement que l'hypothèse particulière examinée n'était pas complètement correcte telle qu'on l'avait formulée, mais nécessitait quelque raffinement, c'est-à-dire que l'on spécifie des variables supplémentaires qu'il faudrait surveiller et prendre en compte pour pouvoir observer la relation postulée entre A et B. Mais à l'évidence, une telle contradiction par les faits ne prouverait jamais une fois pour toutes qu'une relation n'existe pas entre des phénomènes donnés.

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

L'expérience ne prouvera jamais que le socialisme ne peut pas avoir les effets attendus

Si cette présentation positiviste-empiriste de l'explication causale était exacte, il est facile de voir comment le socialisme pourrait être mis à l'abri d'une critique justifiée par les faits. Bien sûr, un empiriste socialiste ne nierait pas les faits. Il ne nierait pas que le niveau de vie est effectivement plus bas en Europe de l'Est qu'à l'Ouest, et qu'on a bel et bien observé une corrélation entre une imposition accrue ou une politique [pseudo-]conservatrice de ce genre, non pas par son mode de production capitaliste, mais par le fait que le Plan Marshall avait bénéficié à l'Ouest alors que l'Est était forcé de payer des réparations à l'Union soviétique; ou par le fait que, dans le début, l'Allemagne de l'Est comprenait le et à l'Ouest de l'Allemagne, etc.'

Comment ne jamais tirer aucune leçon d'aucune catastrophe

En fait, quelles que soient les preuves factuelles que l'on puisse avancer à l'encontre du socialisme, à partir du moment où l'on adopte la philosophie positiviste-empiriste, c'est-à-dire à partir du moment où on abandonne l'idée de formuler une argumentation de *principe* pour ou contre le socialisme comme vaine et mal inspirée, et où l'on accepte seulement de reconnaître qu'il est, bien sûr possible de se tromper sur les *détails* de quelque projet de planification socialiste mais qu'on sera assez souple pour amender sa politique sur certains points si le résultat n'était pas satisfaisant, le socialisme est *immunisé* contre toute critique décisive, parce qu'il est toujours possible d'attribuer n'importe quel échec à quelque variable non encore prise en compte. Remarquons que même l'expérience la plus parfaitement menée, la mieux contrôlée, ne pourrait absolument rien changer à la situation. En effet, il demeurerait à jamais impossible de prendre en compte absolument toutes les variables dont on pourrait imaginer qu'elles aient quelque influence sur la variable à expliquer —pour la raison pratique que cela impliquerait littéralement de contrôler l'univers tout entier, et pour la raison théorique qu'il est impossible, à quelque moment que ce soit, de savoir quelle est la totalité des variables qui composent cet univers. C'est une question dont la réponse doit demeurer à jamais ouverte à de nouvelles expériences, découvertes et reconnues. Ainsi, la stratégie

^o exemples sur lesquels j'ai si lourdement insisté parce que c'est ce qui se rapproche le plus d'une expérience sociale contrôlée.

d'immunisation décrite plus haut fonctionne infailliblement et sans aucune exception. Et comme nous savons, par les écrits des empiristes eux-mêmes, en particulier ceux de David Hume, qu'il n'existe aucun "ruban" que l'on pourrait observer comme liant visiblement certaines variables en tant que causes et effets⁵, on est tenu de noter qu'il n'existerait absolument aucun moyen d'exclure d'emblée la possibilité qu'aucune variable ait un

Par conséquent, quelles que soient les accusations formulées à l'encontre du socialisme, aussi longtemps qu'on les fonde sur des preuves factuelles, l'empiriste socialiste pourra toujours prétendre qu'il n'y a aucun moyen de savoir à l'avance ce que seront les résultats de tel projet politique futur, avant qu'on ne l'ait effectivement mis en œuvre "pour laisser l'expérience parler d'elle-même". En outre, quels que soient les résultats observables, l'idée socialiste originelle —le "noyau dur" de son programme de recherche, comme l'appellerait le philosophe néopopérien Imre Lakatos⁶— peut *toujours* être facilement rescapé [des décombres] en attirant l'attention sur quelque variable auparavant négligée, plus ou moins plausible, dont on supposera que c'est pour n'en avoir pas tenu compte que le résultat a été négatif. De sorte qu'en fait, c'est la nouvelle hypothèse, révisée, qu'il s'agit de mettre à l'épreuve, etc., etc., etc., et ainsi de suite indéfiniment⁷. L'expérience nous apprend uniquement que telle politique socialiste spécifique n'a pas atteint le but de produire davantage de richesses ; mais elle ne pourra jamais nous dire si une politique légèrement autre n'aurait pas des résultats différents, ni s'il est ou non possible d'atteindre l'objectif d'accroître la production des richesses par quelque politique socialiste que ce soit.

⁵ Cf. David HUME, *A Treatise on Human Nature et Inquiry Concerning Human Understanding*, in : SELBY-BIGGE (ed.), *HUME's Enquiries*, Oxford, 1970 ; cf. aussi H. H. HOPPE, *Handeln und Erkennen*, Bern, 1976.

⁶ Cf. Imre LAKATOS, "Falsification and the Methodology of Scientific Research Programmes," in : LAKATOS and MUSGRAVE (eds.), *Criticism and the Growth of Knowledge*, Cambridge, 1970.

⁷ Tout ceci a été dûment opposé au poppérisme, essentiellement par Thomas S. KUHN, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, 1964 [La Structure des révolutions scientifiques] ; c'est ensuite Paul FEYERABEND qui en a tiré la conclusion la plus radicale : rejeter entièrement toute prétention à la rationalité de la part de la science, et embrasser le nihilisme derrière le slogan : "tout est acceptable" (Paul FEYERABEND, *Against Method*, London, 1978 [Contre la méthode] ; et *Science in a Free Society*. London, 1978). Pour une critique de cette affirmation sans fondement, cf. la note *infra*.

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

Pour démolir le critère positiviste de la science, il suffit de l'appliquer à lui-même

J'atteins maintenant le point de mon argumentation où je dois contester la validité de ces deux dogmes essentiels du positivisme-empirisme. En quoi sont-ils erronés, et pourquoi l'empirisme lui-même ne saurait-il sauver le socialisme ? La réponse sera présentée en trois étapes.

—Premièrement, je vais démontrer que la position empiriste se révèle contradictoire à l'examen parce qu'elle-même est obligée, au moins implicitement, d'admettre, de présupposer l'existence d'une connaissance non expérimentale comme une connaissance de la réalité.

—Comme il s'agit là essentiellement d'un travail de destruction, il me faudra ensuite traiter la question de savoir comment il est possible de posséder ou de concevoir une connaissance qui nous informe sur la réalité, mais n'est pas elle-même sujette à confirmation ou à réfutation par l'expérience.

—Et troisièmement, je démontrerai que non seulement une telle connaissance est concevable et doit être supposée a priori, mais qu'il en existe des manifestations précises qui peuvent justement représenter —qui ont en fait *toujours* représenté— le fondement épistémologique inébranlable sur lequel se fonde la condamnation économique du socialisme.

Nonobstant la plausibilité apparente des idées centrales de l'empirisme, on pourrait noter dès l'abord que, même intuitivement, les choses ne semblent pas exactement se présenter comme l'empirisme souhaiterait qu'elles le fassent. Il n'est certainement pas évident que, sous prétexte qu'elle ne se prêterait à aucune réfutation par l'expérience (ou plutôt parce que leur validité est indépendante de l'expérience), la logique, les mathématiques, la géométrie, et certains énoncés de la théorie économique pure, comme la loi de l'offre et de la demande, ou la définition monétaire de l'inflation, ne nous livreraient aucune information sur la réalité mais ne seraient qu'ergotage sur les mots. C'est le contraire qui semble bien plus plausible : à savoir que les propositions mises en avant par ces disciplines —par exemple une proposition géométrique du type "si une droite D et un cercle C ont plus d'un point commun, alors D a exactement deux points communs avec C", ou un énoncé plus étroitement lié au domaine de l'action dont je m'occupe ici, du genre

"On ne peut pas avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre"— nous informent en fait bel et bien sur le réel et même sur ce qui ne peut absolument pas ne pas être sous peine de contradiction⁸. Si j'avais l'argent du beurre et que je l'aie dépensé pour acheter le beurre, on peut en déduire que cet argent-là, je ne l'ai plus — et c'est évidemment une conclusion qui nous informe sur la réalité, et dont on ne peut pas imaginer qu'elle soit réfutée par l'expérience.

Mais plus importante encore que l'intuition est l'analyse réflexive, et c'est cela qui va montrer que la position empiriste, tout simplement, se détruit elle-même. S'il était vrai que la connaissance factuelle doit absolument pouvoir être réfutée par l'expérience, et que la connaissance analytique, qui n'est pas réfutable par ce moyen, ne peut contenir aucune information sur le réel, alors *à quel type de propositions appartient cet énoncé fondamental de l'empirisme lui-même ?**

Que l'empirisme dénie aux propositions logiques tout rapport avec le réel suffit à établir son absurdité

Il faut bien encore une fois, qu'il soit empirique ou à défaut analytique. S'il est analytique, alors d'après sa propre doctrine cet énoncé n'est rien d'autre que du gribouillis sur du papier, du bruit avec la bouche, complètement dépourvu de tout contenu qui ait un sens ; c'est uniquement parce que les termes utilisés pour l'énoncer, comme "connaissance", "expérience", "réfutable", etc., ont déjà reçu une interprétation qui leur donne un sens qu'on a pu manquer au départ cette conclusion-là. Mais il découle nécessairement de l'idéologie positiviste-empiriste que les énoncés analytiques soient entièrement vides de sens. Bien entendu et c'est là le *premier piège mortel pour l'empirisme**, si cela était vrai, alors l'empirisme ne pourrait même pas *dire*, ni *vouloir dire* ce qu'il semble prétendre et signifier ; il ne vaudrait guère plus qu'un bruissement du vent dans les feuilles d'un arbre. Car pour dire quoi que ce soit, il faut qu'on donne une interprétation aux termes utilisés, et une interprétation des termes, à l'évidence, est toujours (aussi longtemps qu'une expression ne peut pas être expliquée dans les termes d'une autre) une affaire

⁸ Sur ce sujet et sur ce qui suit, cf. A. PAP, *Semantics and Necessary Truth* New Haven, 1958 ; M. HOLLIS and E. NELL, *Rational Economic Man*, Cambridge, 1975 ; Brand BLANSHARD, *Reason and Analysis*, La Salle, 1964.

* Italiques ajoutés (F. G.).

* Italiques ajoutés (F. G.)

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

pratique ; une affaire, donc, où on apprend et pratique le sens d'un mot à des occasions où le concept est réellement désigné par ce mot, occasions qui lient ainsi le terme à la réalité⁹. Mais n'importe quelle interprétation n'est pas pour autant admissible : "réfutable", par exemple, ne veut pas dire ce qu'on veut dire quand on dit "rouge" ou quand on dit "vert". Pour dire ce que le positivisme-empirisme entend évidemment signifier lorsqu'il énonce ses dogmes fondamentaux, il faut prêter aux mots le sens qu'ils ont effectivement pour l'empiriste aussi bien que pour ceux qu'il veut convaincre de la pertinence de sa méthodologie.

Comme méthodologie, le positivisme incarnerait lui-même ce qu'il prétend être impossible

Mais si l'énoncé signifie effectivement ce que nous avons toujours pensé qu'il voulait dire, alors il contient évidemment une information sur la réalité. Cette réalité, il prétend même nous informer sur sa structure fondamentale puisque d'après lui, elle est censée ne rien contenir que l'on puisse tenir pour vrai à son propos avant d'avoir fait les expériences qui le confirmeraient ou le réfuteraient. Mais alors, si cette proposition-là, on la tient toujours pour analytique c'est-à-dire comme une proposition qui ne peut être réfutée, mais dont la véracité peut être établie par la seule analyse du sens des termes employés —comme on l'a supposé jusqu'à présent— alors nous n'avons là rien de moins qu'une contradiction éclatante, et encore une fois on découvre que l'empirisme se réfute lui-même¹⁰.

S'il se croit "empirique", le positivisme ne peut prétendre à aucune valeur concluante

Par conséquent, il semble que le positivisme-empirisme serait contraint de choisir la seconde option disponible et déclarer que son dogme central est une proposition *empirique*. Mais dans ce cas, il est évident que la position empiriste n'aurait plus

⁹ Cf. sur ce sujet W. KAMLAH et P. LORENZEN, *Logische Propädeutik*, Mannheim, 1967.

¹⁰ Cf. Ludwig von MISES, *The Ultimate Foundation of Economic Science*, Kansas City, 1978, p. 5 : "L'essence du positivisme logique est de nier la valeur cognitive de la connaissance a priori en insistant sur le fait que toutes les propositions a priori seraient purement analytiques. Elles ne fourniraient aucune information nouvelle mais seraient purement verbales, tautologiques... Seule l'expérience pourrait fournir des propositions synthétiques. Contre cette doctrine il existe une objection simple, à savoir que cette affirmation-là est soi-même une proposition synthétique a priori (et que l'auteur de ces lignes tient pour fausse), car elle ne peut manifestement pas être établie par l'expérience."

aucune espèce de force convaincante : car après tout, cette proposition fondamentale de l'empirisme, dont on prétend faire la base de toutes sortes de procédures de recherche valides, cette proposition-là pourrait aussi bien être fausse, et on ne saura jamais avec certitude si elle était vraie ou non. On pourrait tout aussi bien prétendre le exactement le contraire et, dans les bornes de l'empirisme, il n'existerait aucune manière de savoir, de ces deux positions, laquelle est vraie et laquelle est fausse. En fait, si on déclarait que l'empirisme est une proposition empirique, l'empirisme cesserait totalement d'être une *méthodo-logie* —une *logique de la science*— et ne serait plus rien d'autre qu'une convention verbale purement arbitraire pour désigner certaines manières (arbitraires) de traiter certaines dénominations (arbitraires) au moyen de certains énoncés. Ce serait une position incapable de prouver en rien pourquoi il faudrait l'adopter elle, plutôt que n'importe quelle autre¹¹.

Toute tentative de test expérimental présuppose un absolu a priori

Mais nous ne sommes pas au bout des arguments que l'on peut rassembler contre l'empirisme,, même si on choisissait le second terme possible de l'alternative. Quand on examine de plus près cette porte de sortie, on s'aperçoit qu'elle aussi conduit à un piège autodestructeur. Car si on l'empruntait, on pourrait montrer que la position positiviste-empiriste doit toujours présupposer qu'il existe une connaissance non empirique qui est une connaissance de la réalité. Pour nous en rendre compte, supposons qu'on ait découvert qu'une explication causale, liant entre eux deux ou plusieurs événements, correspondait à un exemple particulier d'expériences à leur sujet, et qu'on applique l'explication envisagée à un deuxième cas, éventuellement pour réaliser quelque nouveau test empirique. Mais alors, *ne faut-il pas se demander quelle supposition il faut faire pour qu'on puisse lier la seconde situation expérimentale à la première comme la "confirmant" ou la "réfutant" ?** À première vue, il pourrait sembler presque évident que, si

¹¹ M. HOLLIS and E. NELL remarquent : "Comme tout énoncé ayant un sens est, pour un positiviste, soit analytique soit synthétique mais jamais les deux à la fois, nous pouvons souhaiter qu'on nous présente une classification.... Nous ne connaissons aucun positiviste qui ait tenté d'apporter aucune preuve empirique aux affirmations (du genre envisagé). Et nous ne pouvons pas non plus voir comment on pourrait le faire, à moins qu'on n'avance que c'est là une question de savoir comment les gens ont choisi de se servir des mots... ce qui nous amènerait à répondre simplement 'Et alors?'" (M. HOLLIS and E. NELL, *Rational Economic Man*, Cambridge, 1975, p. 110).

* Italiques ajoutés (F. G.).

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

la seconde expérience permettait de refaire les mêmes observations que la première, on aurait là une "confirmation" et, dans le cas contraire, une "réfutation" — et cela, il est clair que la méthodologie empiriste suppose aussi que c'est évident, et se passe d'explications supplémentaires. Or, justement, ce n'est pas du tout le cas¹². Car l'expérience, il faut le noter, ne nous permet de conclure qu'une seule chose au sens "neutre" : lorsqu'on observe une ou deux situations où deux ou plusieurs types d'événements se succèdent les uns aux autres, il s'agit d'une "répétition" ou d'une "non-répétition". Une "répétition", au sens neutre, ne peut devenir une "confirmation" positive et une non-répétition une "réfutation" négative que si, indépendamment de ce qu'il est possible d'établir par l'expérience, on suppose [en même temps] qu'il existe une causalité fixe, opérant de manière indépendante du temps. Si au contraire on suppose qu'avec le passage du temps, certaines causes peuvent agir à tel moment dans un certain sens et à tel autre dans un sens différent, alors ces accidents de répétition ou de non-répétition ne sont, et ne pourront jamais être rien d'autre que des expériences enregistrées sans plus, complètement indépendantes les unes des autres, et il n'existe entre elles aucun lien logique permettant de dire que l'une "confirmerait" ou "réfuterait" l'autre en quoi que ce soit. Une expérience a lieu, et puis une autre expérience a lieu. Elles se ressemblent ou ne se ressemblent pas, mais c'est là tout ce qu'on peut en dire ; rien d'autre ne s'ensuit.

Ainsi, ce qu'il faut nécessairement présupposer pour pouvoir dire "réfute" ou "confirme", c'est le principe de *régularité* : la conviction que les phénomènes observables sont en principe déterminés par des causes qui sont constantes et indépendantes du temps dans la manière dont elles opèrent, et qu'en principe la contingence ne joue aucun rôle dans la manière dont ces causes-là opèrent. C'est uniquement si on présuppose le principe de régularité qu'on peut déduire qu'une hypothèse comporte une erreur lorsqu'on n'arrive pas à reproduire un résultat ; et c'est seulement à cette condition qu'on peut interpréter une répétition réussie comme une confirmation. Car il ne suffit pas que deux (ou plusieurs) événements soient réellement cause et effet pour que l'on puisse conclure que la relation fonctionnelle observable entre des variables liées par des causes doit demeurer la même dans

¹² Cf. là-dessus Hans-Hermann HOPPE, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung*, Opladen, 1983 ; et "Is Research Based on Causal Scientific Principles Possible in the Social Sciences?" in *Ratio*, XXV, 1, 1983.

toutes les circonstances, et qu'il doit nécessairement y avoir une erreur dans la spécification de ces causes si ce n'est pas le cas ; il faut *aussi* que ces causes-là opèrent d'une manière strictement indépendante du temps.

Or, à l'évidence, ce principe-là de régularité n'est pas fondé sur l'expérience et ne peut pas en être déduit. Car il est insuffisant de dire qu'il n'y a pas de lien observable liant les événements : même si un tel lien [le "ruban" de Hume] existait, l'expérience ne pourrait pas révéler si oui ou non il va subsister indépendamment du temps. Le principe non plus ne peut pas être réfuté par l'expérience, étant donné qu'on pourrait interpréter d'emblée tout événement paraissant le réfuter (telle que l'impossibilité de reproduire quelque expérience) comme si cette expérience prouvait seulement que *tel type particulier* d'événement n'était pas la cause d'un autre (sinon on aurait réussi à reproduire l'expérience). Mais dans la mesure où l'expérience ne permet pas d'exclure la possibilité qu'on puisse en fait découvrir une autre conjonction d'événements qui se révèle indépendante du temps dans sa manière d'opérer, elle est incapable de réfuter la validité du principe de régularité.

Il n'empêche que le principe de régularité, tout impossible qu'il soit à prouver ou à réfuter par l'expérience, n'est rien de moins que le présupposé logiquement nécessaire pour qu'il existe des expériences susceptibles d'être considérées comme se confirmant ou se réfutant mutuellement (par opposition à des observations isolées, sans lien logique entre elles). Et par conséquent, comme le positivisme-empirisme suppose qu'il existe de telles expériences logiquement liées entre elles, on doit en conclure qu'il admet aussi implicitement l'existence d'une connaissance non empirique de la réalité. Il doit absolument supposer qu'il existe effectivement des causes qui sont à l'œuvre indépendamment du temps, et il est forcé de le postuler alors même que l'expérience ne peut et ne pourrait jamais le prouver ni le réfuter. Une fois de plus, l'empirisme se révèle donc être une philosophie incohérente, contradictoire.

Il devrait d'ores et déjà être suffisamment clair que la connaissance a priori doit nécessairement exister, ou du moins que le positivisme-empirisme — philosophie la plus sceptique quant à sa possibilité — est en fait absolument contraint de présupposer son existence.

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

2 LES PRÉSUPPOSÉS A PRIORI DE LA CONNAISSANCE ET DE L'ACTION

Il est vrai, certes, que l'idée même d'une connaissance comme connaissance de faits réels dont la validité peut être établie indépendamment de l'expérience est une idée difficile à comprendre — à défaut, le succès massif de la philosophie positiviste-empiriste dans la communauté scientifique et dans l'opinion du "public cultivé" serait presque impossible à expliquer. Par conséquent, avant de passer à la tâche plus concrète d'élucider les fondations spécifiques a priori sur lesquelles repose l'argumentaire économique contre le socialisme, il semble opportun de faire quelques commentaires plutôt généraux, qui devraient contribuer à rendre plus plausible le fait qu'il existe effectivement une connaissance a priori.

La connaissance a priori n'a rien à voir avec des "idées innées"

Il semble très important de commencer par se débarrasser de l'idée que la connaissance a priori aurait quoi que ce soit à voir avec des "idées innées" ou avec une connaissance "intuitive" qui, d'une manière ou d'une autre, n'aurait pas à être découverte ni apprise. Innées ou non, intuitives ou non, ce sont là des questions qui concernent la psychologie de la connaissance*. Par comparaison, l'épistémologie se soucie exclusivement de la *validité* de la connaissance et de la manière de s'en assurer —et le problème de la connaissance a priori est certes un problème épistémologique. D'un point de vue épistémologique, la connaissance a priori peut être, et en fait est le plus souvent très semblable à la connaissance empirique, en ce que les deux types de connaissance doivent être acquis, découverts, appris. Le processus par lequel on découvre la connaissance a priori semble être encore plus difficile et ardu que celui consistant à acquérir la connaissance empirique, qui semble assez souvent s'imposer à nous sans que nous en ayons fait beaucoup pour l'acquérir ; et il se pourrait bien aussi que,

* HOPPE rappelle ici la distinction, courante chez les néo-kantiens, entre la question : "d'où vient que la logique est applicable à la réalité ?", question de l'*origine* de la connaissance valide qu'il appelle une question de *psychologie*, et la question : "qu'est-ce que je peux tenir pour *vrai* ou *faux* et à quelles conditions ?", question de la *validation* de la connaissance, qu'il présente comme la question de l'épistémologie.

Et le fait est qu'on n'a pas besoin de savoir *d'où vient* que la logique décrit la réalité pour se rendre compte que *si on jette la logique par-dessus bord, aucune connaissance n'est plus possible*, puisque l'expérience elle-même en dépend (F. G.).

génétiqnement, l'acquisition de la connaissance empirique exige qu'on ait eu préalablement un type d'expérience ou un autre. Mais tout cela, il faut le répéter, n'affecte pas la manière de valider la connaissance, et c'est précisément et exclusivement à cet égard que la connaissance a priori et expérimentale diffèrent catégoriquement¹³.

Du côté positif, la notion à mon avis la plus importante pour comprendre la possibilité de la connaissance a priori est qu'il n'y a pas que sur les choses données par la nature que l'on doit s'informer par l'expérience, mais qu'il existe aussi des objets artificiels, fabriqués par l'homme, qui peuvent nécessiter l'existence ou l'emploi de matériaux naturels mais qui, dans la mesure même où ils sont des constructions peuvent néanmoins être complètement analysés non seulement quant à leur structure et leurs implications, mais aussi pour savoir s'il est concevable que l'on puisse changer leur mode de construction¹⁴.

Il existe trois domaines majeurs d'objets construits : le langage et la pensée, l'action, et les objets fabriqués, toutes choses faites par l'homme. Nous ne traiterons pas ici les objets fabriqués mais mentionnerons seulement en passant que la géométrie euclidienne, par exemple, peut être conçue comme un ensemble de normes idéales dont nous ne pouvons éviter de nous servir lorsque nous construisons les instruments de mesure qui rendent possibles les mesures de l'espace (de sorte qu'à ce titre même, on ne peut pas dire que la théorie de la relativité ait jamais "réfuté" la géométrie euclidienne ; bien au contraire, cette théorie présuppose que celle-ci est valide par le fait qu'elle se sert des instruments de mesure¹⁵). Le champ de l'*action*, en tant que domaine principal de nos préoccupations, sera analysé lorsque l'on discutera des fondements a priori de la théorie économique. Donc la première explication de la connaissance a priori en

¹³ Cf. Immanuel KANT, *Kritik der reinen Vernunft*, in KANT, *Werke* (ed. WEISCHEDEL), Wiesbaden, 1956, Band 11, p. 45.

¹⁴ C'est là, bien sûr, une idée kantienne, exprimée par la formule de KANT, comme quoi "la raison ne peut comprendre que ce qu'elle a produit conformément à son propre dessein" (*Kritik der reinen Vernunft*, in : KANT, *Werke*—ed. WEISCHEDEL, Wiesbaden, 1956, Band 11, p. 23).

¹⁵ Cf. à ce sujet P. LORENZEN, "Wie ist Objektivität in der Physik möglich" ; "Das Begründungsproblem der Geometrie als Wissenschaft der räumlichen Ordnung", in : *Methodisches Denken*, Frankfurt/M., 1968 ; et *Normative Logic and Ethics*, Mannheim, 1969 ; F. KAMBARTEL, *Erfahrung und Struktur*, Frankfurt/M., 1968, Kap. 3 ; ainsi que H. DINGLER, *Die Ergreifung des Wirklichen*, München, 1955 ; P. JANICH, *Protophysik der Zeit*, Mannheim, 1969.

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

tant que connaissance de règles de construction dont il est inconcevable qu'elles soient altérées, on la donnera en prenant l'exemple du langage et de la pensée. Ils sont choisis comme point de départ parce que ce sont le langage et la pensée dont on se sert quand on fait ce qu'on est en train de faire ici, c'est-à-dire communiquer, discuter, argumenter.

Les présupposés a priori du langage

Vu par les empiristes, le langage est un système de signes et de combinaisons de signes acceptés par convention, et auxquels, encore une fois par convention, on donne un sens quelconque, en dernière analyse en montrant du doigt des objets que l'on nomme. D'après cette conception-là, il pourrait sembler que, alors que le langage est un produit artificiel, fait par l'homme, il n'y a rien que l'on puisse en connaître a priori. Et de fait, il existe un grand nombre de langues différentes, chacune employant des signes différents, et le sens des termes peut être attribué et modifié arbitrairement, de sorte que tout ce qu'il y aurait à apprendre du langage doive, du moins le semble-t-il, être appris par l'expérience. Or, cette opinion-là est inexacte, ou au mieux ne représente que la moitié de la vérité. Il est vrai qu'une langue est un système conventionnel de signes, *mais qu'est-ce donc qu'une convention ?** A l'évidence, on ne saurait suggérer que le concept de "convention" soit défini conventionnellement, car ce serait là préjuger de la question, purement et simplement. Rien n'empêche d'appeler "convention" tout et n'importe quoi (de même pour un "langage"), ça ne change rien au fait que tout ce qu'il est factuellement possible de nommer ainsi *n'est pas* un accord conventionnel*. Dire,

* Italiques ajoutés (F. G.).

* L'erreur fondamentale des nominalistes, dont les empiristes et les positivistes sont le dernier avatar, est de confondre la sémantique, discipline philosophique, avec la linguistique, qui est une science historique (on en trouve un exemple significatif dans Karl POPPER, *Conjectures et réfutations*, où l'auteur semble complètement ignorer le processus de formation des concepts et leur interdépendance hiérarchique — preuve qu'il ne suffit pas d'avoir une formation de physicien pour être philosophe).

La sémantique consiste à classer l'expérience à partir des lois de la réalité telles qu'on les perçoit, dans un système hiérarchisé et interdépendant de positions délimitées qu'on appelle des "concepts". Les *mots* sont les symboles, sonores ou écrits, qui désignent ces sortes de cases ; des étiquettes apposées sur elles, et qui varient suivant les langues qui s'en servent. Les mots sont un produit de l'évolution historique et, comme on ne se sert jamais de concepts sans employer des mots, ils évoluent en même temps et les différentes langues présentent souvent des systèmes de classification différents. Mais ce n'est pas une bonne raison pour méconnaître la différence catégorique entre les concepts et les mots, et notamment pour croire que les

et se faire comprendre en disant "la convention s'emploie de telle ou telle manière" présuppose que l'on sache déjà ce qu'est une convention, dans la mesure où un tel énoncé devrait déjà se servir du langage en tant que moyen de communication. Par conséquent, on est forcé de conclure que le langage est un système conventionnel de signes et qu'en tant que tel, toute connaissance le concernant ne peut être qu'une connaissance empirique. Cependant, pour qu'un tel système existe, on doit présupposer que tout locuteur dans un langage *sait déjà ce qu'est une convention***, et doit le savoir non seulement dans le sens de savoir que "chien" désigne un chien, mais dans le sens de connaître la signification réelle, véritable d'une convention. En tant que telle, sa connaissance de ce qu'est un langage doit être considérée comme a priori. Et on peut appliquer de nouveau cette conclusion à des niveaux plus spécifiques. Il existe toutes sortes d'énoncés particuliers que l'on peut faire dans une langue, et il ne fait pas de doute que l'expérience joue un rôle là-dedans. Cependant, savoir ce que signifie *énoncer une proposition* ne peut certainement pas s'apprendre par l'expérience, mais doit être présupposé chez toute espèce de locuteur dans n'importe quelle langue. Ce qu'est une proposition, on ne peut pas seulement l'expliquer à un locuteur à l'aide d'un autre énoncé, à moins qu'il ne sache déjà comment l'interpréter en tant que proposition. Et la même chose est vraie des *définitions* : on ne saurait se contenter de définir une "définition" de manière ostensive, en désignant quelqu'un en train de pointer quelque définition du doigt, parce que, tout comme dans le cas où on définit le mot "chien" en montrant un chien il faut déjà présupposer que l'on sait ce que c'est qu'une définition ostensive si on comprend qu'en désignant un chien, et en faisant le son *chien* cela veut dire que *chien* veut dire "chien", il en est exactement de même de la "définition". Définir une "définition" de manière ostensive serait entièrement dépourvu de sens, à moins qu'on ne sache déjà que le bruit particulier que l'on fait est censé signifier quelque chose dont l'identification doit être assistée par sa désignation, et comment en outre on identifie des objets singuliers comme des cas particulier de propriétés générales

classifications seraient aussi arbitraires et indépendante des lois de la réalité concernée par leur sens que les sons qui les désignent. La diversité sémantique des systèmes linguistiques est toute relative, et avoir appris une langue étrangère n'a jamais converti personne au nominalisme. Bien au contraire, en permettant d'élucider les rapports entre la diversité linguistique et la variabilité des systèmes de classification, c'est l'occasion de mieux comprendre le rôle des concepts et donc de rejeter les erreurs à ce sujet ; en outre, comme cela force à réexaminer ses propres concepts, cela améliore la qualité de la pensée ; "aucun esprit n'est meilleur que la précision de ses concepts" (cf. sur ce point Ayn RAND, *Introduction to Objectivist Epistemology*, New York, New American Library) [F. G.].

** Italiques ajoutés.

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

et abstraites. Bref, pour définir quelque terme que ce soit au moyen d'une convention, on doit absolument supposer que le locuteur possède la connaissance a priori du sens réel —de la vraie définition— du mot "définition"¹⁶.

Par conséquent l'information sur la langue qu'il faut considérer comme a priori, en ce qu'on est obligé de la présupposer chez tout locuteur parlant quelque langue que ce soit, concerne la manière de poser des conventions authentiques, d'avancer une proposition en émettant un énoncé (c'est-à-dire comment on veut dire quelque chose en disant quelque chose) et celle de proposer une vraie définition en identifiant les occurrences particulières de propriétés générales. Toute dénégation en la matière se réfuterait elle-même, car il faudrait la faire dans une langue, faisant des propositions et employant des définitions. Et comme toute expérience se fait en termes conceptuels, c'est-à-dire qu'on la note au moyen d'un langage (et prétendre que ce ne serait pas le cas et le dire sincèrement ne ferait que le prouver car il faudrait l'exprimer, cela aussi, dans une langue) le fait de *savoir* que cela est vrai a priori d'un langage, donnerait en même temps une *information sur la réalité qui est vraie a priori : que celle-ci est faite d'objets singuliers, ayant des propriétés abstraites, c'est-à-dire des propriétés dont il est possible de trouver d'autres instances ; que tout objet présente une certaine propriété ou ne la présente pas, de sorte qu'il y a des faits dont on peut dire qu'ils sont établis, en vrai ou en faux ; et aussi qu'on ne peut pas savoir a priori quel est l'ensemble des faits, sauf qu'il doit bel et bien s'agir de faits, c'est-à-dire de la manifestation de propriétés abstraites particulières**. Et une fois de plus, ce n'est pas par l'expérience que l'on sait tout cela, car l'expérience est seulement ce qui apparaît sous les formes que nous venons de décrire¹⁷.

¹⁶ Sur le problème des définitions réelles par opposition aux définitions conventionnelles ou stipulatives, cf. M. HOLLIS et E. NELL, *Rational Economic Man*, Cambridge, 1975, pp. 177 et suiv. "Pour l'empiriste, une définition honnête est de deux sortes, lexicale et stipulative" (p. 177) ; mais lorsqu'il s'agit de justifier cette opinion-là, on nous offre apparemment une définition du mot 'définition'. Or, dans quelque catégorie de définition que tombe cette définition-là, nous ne sommes pas obligés de l'admettre comme si elle avait une valeur épistémologique quelconque. Car on ne peut même pas la concevoir comme une thèse épistémologique, à moins qu'elle ne soit, justement, ni lexicale, ni stipulative. La thèse en question est donc à la fois embarrassante et contradictoire. Une opinion contraire, avec un long pedigree, est qu'il existe des définitions "réelles", qui rendent compte de l'essence de la chose définie" (p. 178) ; cf. aussi Brand BLANSHARD, *Reason and Analysis*, LaSalle, 1964, pp. 268 et suiv.

* Italiques ajoutés.

¹⁷ Cf. Andrew van MELSEN, *Philosophy of Nature*, Pittsburgh, 1953, partic. les chapitres 1 & 4.

Les présupposés a priori de l'action humaine

En gardant cela à l'esprit, nous pouvons nous tourner vers le domaine de l'action afin de prouver, spécifiquement, que l'on dispose aussi d'une connaissance positive a priori concernant l'action et les conséquences de l'action parce que les actions, elles aussi, sont des constructions de l'homme, que nous pouvons entièrement comprendre quant aux règles de leur construction ; et qu'on ne peut en aucun cas — sous peine de contradiction— imaginer que le positivisme-empirisme puisse affaiblir l'argumentation économique à l'encontre du socialisme, car c'est finalement sur ces fondements-là que cette mise en accusation repose, alors que la philosophie empiriste ne fait que les contredire.

Appliquer à l'action humaine une méthode expérimentale est littéralement absurde

A cours de la première étape de cette argumentation, je vais démontrer que *la méthodologie empiriste, contrairement à ses propres affirmations, ne peut absolument jamais s'appliquer à des actions —et par là révéler, même s'il est négatif, un premier exemple de connaissance a priori concernant l'action**. L'empirisme prétend que les actions, tout comme n'importe quel phénomène, peuvent et doivent s'expliquer à l'aide d'hypothèses causales, qui puissent être confirmées ou réfutées par l'expérience. Or, si c'était vraiment le cas, alors l'empirisme serait forcé de supposer (contrairement [comme nous l'avons démontré plus haut] à sa propre doctrine comme quoi il n'existe aucune connaissance a priori de la réalité) qu'il existerait en matière d'action des causes qui opèrent indépendamment du temps. On ne pourrait pas savoir à l'avance quel événement particulier peut être la cause d'une action particulière : c'est l'expérience qui devrait nous l'apprendre. Mais pour procéder de la manière dont l'empirisme voudrait que nous procédions —pour lier des expériences différentes concernant des successions d'événements comme constituant soit une confirmation soit une réfutation les unes des autres et, en cas de réfutation, pour y répondre en reformulant l'hypothèse causale originelle— il faut absolument présupposer que les causes opèrent de manière constante au cours du temps. Or, si cela était vrai, et si l'on pouvait

* Italiques ajoutés (F. G.).

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

concevoir les actions comme gouvernées par des causes opérant de manière invariante avec le temps, comment expliquer [les actions d]es explicateurs, c'est-à-dire les personnes qui exécutent ce processus même de création, de vérification et de réfutation des hypothèses ? —tous ceux d'entre nous, en somme, qui agissent de la manière dont les empiristes nous disent d'agir ? A l'évidence, pour faire tout cela —assimiler des expériences de confirmation ou de réfutation, pour remplacer les hypothèses périmées par des nouvelles— il faut supposer que l'on est capable d'apprendre. Mais s'il est possible d'apprendre de l'expérience, et l'empiriste est forcé de l'admettre, alors on peut pas savoir, à aucun moment, ce qu'on saura par la suite et comment on agira sur la base de cette connaissance. Au contraire, on ne peut que reconstituer les causes de son action après l'événement, tout comme on ne peut expliquer sa propre connaissance qu'après l'avoir acquise. Mais dans ce cas la méthodologie empiriste, appliquée au domaine de l'action, laquelle contient de l'information comme son ingrédient nécessaire, est purement et simplement contradictoire —une absurdité logique¹⁸. On peut juste titre postuler le principe de régularité dans le domaine des objets naturels et en tant que telle, la méthode em

¹⁸ Cf. aussi Hans-Hermann HOPPE, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung*, Opladen, 1983 ; et "Is Research Based on Causal Scientific Principles Possible in the Social Sciences" dans *Ratio* XXV, 1, 1983. L'argument peut y être résumé comme suit (p. 37) :

—"1° Moi-même ainsi que d'autres —en tant qu'adversaires éventuels dans une dispute— sommes capables d'apprendre (on ne peut contester cette affirmation sans admettre implicitement qu'elle est valide. Avant tout, elle doit être présupposée par quiconque entreprend une recherche de causalité. Dans cette mesure, la proposition 1 est valide *a priori*).

—"2° S'il est possible d'apprendre, si on ne peut pas savoir, à aucun moment, ce qu'on ne saura que plus tard et comment on agira sur la base de cette information (si on savait, à tout moment, ce qu'on viendra à connaître par la suite, il serait impossible de jamais apprendre quoi que ce soit —mais alors on serait renvoyé à la proposition 1).

—"3° Affirmer qu'il serait possible de prédire l'état à venir de sa connaissance ou de celle d'un autre, ainsi que les actions correspondantes manifestant cette connaissance (c'est-à-dire trouver les variables que l'on peut interpréter comme des causes) implique une contradiction. Si le possesseur d'un état donné de la connaissance ou l'auteur d'un acte intentionnel est capable d'apprendre, alors ces faits n'ont pas de cause déterministe ; d'un autre côté, si ces faits sont le produit d'une causalité déterministe, alors le sujet était incapable d'apprendre, ce qui nous renvoie à la proposition 1.

[Dans cet article (et dans son titre), l'auteur emploie le terme de *cause* —dans le sens où il emploie l'expression "causal scientifique" dans l'article cité plus haut— pour désigner la seule causalité *déterministe*, que traite l'approche *expérimentale*. J'ai choisi de noter le scientisme pseudo-scientifique de l'approche empiriste en qualifiant sa "causalité" de "déterministe". En effet, le dogmatisme scientiste consiste aussi à refuser d'admettre que la pensée et la volonté sont des "causes" tandis que l'économie réaliste les reconnaît pour telles, ce qui la rend non pas *moins* mais *plus* "scientifique", dans la mesure où le savant n'est pas celui qui singe les procédures de la physique, mais celui qui décrit les faits de la réalité. En particulier Carl Menger, ainsi que Eugen von Böhm-Bawerk, Murray Rothbard et Ayn Rand avaient bien compris grâce à l'aristotélisme auquel ils adhéraient, que la pensée —la *création d'information*— est une forme de

L'action humaine suppose une connaissance a priori de la réalité naturelle

La deuxième information sur l'action est de même type. J'entends démontrer que, alors qu'il est impossible de concevoir les actions elles-mêmes comme soumises à une causalité [déterministe], tout ce qui est action doit au contraire présupposer l'existence de cette régularité dans le monde naturel où les actions sont entreprises. La causalité [déterministe] —dont la philosophie positiviste-empiriste devait présupposer d'une manière ou d'une autre qu'elle existait pour rendre ses propres procédures méthodologiques logiquement exécutables, alors même qu'on ne saurait absolument pas dire de ce postulat qu'il est déduit de l'expérience ni justifié par elle— est une catégorie de l'action, en ce sens que nous la produisons, la construisons lorsque nous suivons une règle de procédure quelconque ; et cette règle, il apparaît qu'elle est nécessaire pour pouvoir seulement agir. En d'autres termes, la règle est telle qu'il est impossible d'imaginer qu'on puisse la réfuter, car aussi bien une tentative pour ce faire serait au départ obligée de la supposer vraie.

causalité bien plus authentique que les mécanismes aveugles décrits par la physique. Sur cette distinction, cf. entre autres Jean QUESNEL, *Logique de l'athéisme. Biologie sans ontologie*, Bouère, Dominique Martin Morin, 1991.

Une solution logique, copieusement pratiquée par les scientifiques, à l'impasse de la méthode expérimentale ici signalée par HOPPE, est toute en admettant que les ingénieurs sociaux sont bel et bien capables de penser et d'apprendre, de *faire comme si les autres ne l'étaient pas* —à partir de l'excuse absurde comme quoi on ne pourrait pas faire autrement, puisqu'il n'y aurait pas d'autre méthode scientifique (pour une critique de cette imposture, et la présentation, justement, de cette "autre méthode" ignorée par les scientifiques, avec ses conséquences radicalement antisocialistes, cf. Murray ROTHBARD *et al.*, *Economistes et charlatans*, Paris, les Belles Lettres, 1991).

On voit immédiatement les conséquences de cette *négation de la rationalité d'autrui*, que HAYEK appelait le *constructivisme* (sans toutefois lui donner sa définition correcte). Elle débouche sur *l'abolition de principe du Droit des autres* qui caractérise tout socialisme, dont elle est d'ailleurs le présupposé logiquement nécessaire. Le socialisme, qui institue forcément deux castes dans la société : celle des producteurs et celle des prédateurs, celle des cochons de payants et celle des profiteurs-parasites, celle des voleurs et celle des volés, celle des esclaves et celle des propriétaires d'esclaves, fonde en dernière analyse cette discrimination institutionnelle qui lui est inhérente sur une *anthropologie dualiste*, sur une distinction d'essence —entre surhommes et sous-hommes— plus radicale encore que n'importe quel racisme, et c'est pourquoi il est intéressant de rappeler que les racismes criminels de l'histoire ne l'ont été que parce que —et dans la mesure où— ils étaient socialistes.

Il n'est pas inutile non plus de rappeler que si *le racisme est beaucoup moins immoral que le socialisme* ce n'est pas seulement parce que lui n'est pas *injuste* en tant que tel —pour l'être, il lui faut par définition violer la propriété naturelle d'autrui, c'est-à-dire en plus être socialiste, mais parce que s'il est *im-moral*, c'est dans la mesure où il classe les êtres humains suivant des critères *dépourvus de pertinence morale* —le fait accidentel d'être *né* dans le "bon" ou dans le "mauvais" groupe racial, tandis que les critères d'accès à la caste supérieure dans le socialisme en tant que tel sont *carrément anti-moraux* : paresse, ignorance, imprévoyance, parasitisme, agressivité criminelle et incapacité à penser —incompétence arrogante voire déséquilibre mental (F. G.)]

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

Après tout ce qu'on vient de dire de la causalité [des expérimentalistes], on devrait bien pouvoir comprendre qu'il s'agit là d'un trait de la réalité qui est reconstruit et non immédiatement donné. On ne fait pas l'expérience qu'il existe des causes qui opèrent toujours de la même manière, et sur la base desquelles il est possible de faire des prédictions sur l'avenir. Bien au contraire, on établit que les phénomènes ont des causes de ce genre parce qu'on a suivi un type particulier de procédure de recherche, parce qu'on a refusé en principe d'admettre aucune exception*, à savoir des cas de non régularité, et parce qu'on est résolu à les traiter en avançant une autre hypothèse causale chaque fois qu'une telle irrégularité apparente se produit. Mais qu'est-ce qui fait que cette manière de procéder est nécessaire ? Pourquoi est-on *obligé* d'agir ainsi ? Parce qu'agir de cette manière, c'est cela même qui constitue le fait d'exécuter des actes intentionnels ; et aussi longtemps que l'on agit intentionnellement, présupposer des causes opérant de manière constante est précisément ce que l'on fait. Les actes intentionnels sont caractérisés par le fait qu'un acteur interfère avec son milieu et change certaines choses, ou les empêche de changer, de sorte qu'il détourne le cours "naturel" des événements pour atteindre un résultat ou un état de choses qu'il préfère ; ou alors, si une ingérence active se révélait impossible, qu'il se prépare à un résultat auquel il ne peut rien, sauf s'y préparer à temps, en guettant les événements antérieurs qui annoncent le résultat en question. En tous cas, pour produire un résultat qui ne se serait pas produit autrement, ou pour pouvoir s'adapter à un résultat inévitable qui viendrait autrement comme une surprise complète, l'acteur doit présupposer qu'il existe des causes opérant de manière constante. Il ne se mêlerait pas de changer les choses s'il ne supposait pas que cela contribue à produire le résultat désiré ; et il ne se préparerait pas à s'adapter à quoi que ce soit s'il ne pensait pas que les événements en vue desquels il a entrepris ses préparations sont effectivement les forces causales constamment à l'œuvre qui produiront le résultat en question, et que la préparation entreprise conduira bel et bien au résultat désiré°.

* L'erreur scientifique consistant d'ailleurs à refuser d'admettre cette exception de taille qu'est l'étude de l'action humaine, par refus de tirer les conséquences logiques de ce qui est pourtant un présupposé nécessaire de l'approche expérimentale. [F. G.]

° Bien sûr, celui qui agit peut se tromper dans ses postulats particuliers quant aux relations de cause à effet, et il se peut qu'un résultat désiré n'apparaisse pas en dépit de son intervention, ou qu'un événement prévu auquel on s'était préparé ne se produise pas. Cependant, quoi qu'il puisse se passer à cet égard, que l'événement final soit ou non conforme à ce qu'on attendait, que les actions visant à un certain résultat soient justifiées pour l'avenir, toute action, modifiée ou pas, présuppose qu'il existe des causes opérant de

En fait, prouver que tout phénomène naturel n'est pas gouverné par des causes opérant invariablement dans le temps exigerait que l'on prouve d'un phénomène donné qu'il est impossible de le prévoir ou de le produire à partir de variables antérieures. Mais à l'évidence, essayer de prouver cela présupposerait encore une fois nécessairement que l'on puisse faire apparaître ou ne pas apparaître le phénomène examiné si l'on agissait de façon correspondante —donc, par hypothèse, que le phénomène doit faire partie d'un réseau de causes opérant de manière constante. Par conséquent, on est forcé de conclure que la validité du principe de régularité ne peut pas être réfutée par quelque action que ce soit, puisque toute action serait obligée de le présupposer¹⁹ (il n'y a qu'un sens dans

manière constante, même s'il n'est jamais possible à aucun acteur de connaître d'avance la cause d'aucun événement particulier.

¹⁹ Marcus SINGER, *Generalization in Ethics*, London, 1863 ; P. LORENZEN, *Normative Logic and Ethics*, Mannheim, 1969 ; S. TOULMIN, *The Place of Reason in Ethics*, Cambridge, 1970 ; F. KAMBARTEL (ed.), *Praktische Philosophie und konstruktive Wissenschaftstheorie*, Frankfurt/M., 1974 ; Alan GEWIRTH, *Reason and Morality*, Chicago, 1978.

[Sur l'action dans le cadre de la société humaine, où l'action d'autrui ne peut logiquement pas être prévue à partir du postulat de régularité, cf. Hans-Hermann HOPPE, "On Certainty And Uncertainty —Or: How Rational Can Our Expectations Be?" (F. G.)]

²⁰ Par conséquent la *causalité* [en tant que telle] n'est pas un trait *contingent* de la réalité physique, mais au contraire une *catégorie de l'action*, et en tant que telle une caractéristique logiquement nécessaire du monde matériel. Ce qui explique pourquoi, *en dépit* de la possibilité, décrite plus haut, d'*immuniser* n'importe quelle hypothèse contre d'éventuelles réfutations en imaginant de nouvelles variables non prises en compte, on ne peut en tirer aucune conclusion nihiliste quant à l'entreprise scientifique de la recherche des causes (cf. note *supra*). Car si l'on comprend bien que la science naturelle n'est pas une activité contemplative mais en dernière analyse un instrument pour l'action (cf. à ce sujet aussi Jürgen HABERMAS, *Knowledge and Human Interests*, Boston, 1971, partic. le chapitre 6), alors ni le fait que les hypothèses peuvent être immunisées ni celui qu'on ne peut apparemment pas toujours départager des théories rivales (parce qu'on se rendrait compte que celles-ci ne peuvent pas être complètement déterminées par les données [accessibles]) n'affectent en quoi que ce soit le critère du "succès instrumental". Ce n'est pas en immunisant les hypothèses ou en invoquant des différences de paradigme qu'on pourra faire échapper qui que ce soit à ce critère rationnel-là, critère à l'aune duquel toutes les théories peuvent finalement être rapportées. C'est le caractère inexorable de ce critère du succès instrumental, critère de rationalité, qui explique pourquoi — nonobstant les KUHN, FEYERABEND et C^{ie}. — le développement des sciences naturelles a pu amener un progrès technique constant et finalement indéniable.

A l'inverse, dans le domaine de l'action humaine où, comme on l'a démontré plus haut, aucune investigation expérimentale de la causalité n'est possible, où l'expertise en matière de prévision ne peut jamais accéder au statut d'hypothèses scientifiques testables, mais doit toujours demeurer une intuition fondée sur l'expérience, et qu'on ne peut systématiquement enseigner, et où de ce fait, le critère du succès instrumental est en principe inapplicable, le spectre du nihilisme pourrait bien correspondre à une réalité, si on devait prendre au sérieux les prescriptions méthodologiques des empiristes. Mais ces prescriptions-là ne sont pas seulement inapplicables aux sciences sociales en tant que sciences fondées sur l'expérience [L'histoire, la gestion, etc.] (cf. à ce sujet Hans Hermann HOPPE, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung*, Opladen, 1983, partic. le ch. 2) ; comme je le démontre ici, contrairement à la doctrine empiriste selon laquelle tout devrait être soumis à l'expérience avant qu'on puisse parvenir à une conclusion, il existe une connaissance a priori

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

lequel on pourrait dire que l'"expérience" "réfuterait" le principe de régularité si le monde n'était qu'un tableau.

Le temps comme catégorie a priori de la causalité

Implicite dans la catégorie de la causalité est la catégorie du *temps*. Chaque fois que l'on produit un certain résultat, ou qu'on se prépare à un certain événement et qu'on range par là les événements parmi les causes et parmi les effets, on distingue aussi entre les premiers événements et ceux qui viennent après. Et cette classification n'est certes pas simplement déduite de l'expérience, c'est-à-dire de la simple observation des choses et des événements. La succession des expériences telle qu'elle apparaît dans l'ordre temporel de nos observations est une chose tout à fait différente de la succession réelle des événements dans le temps tel qu'il passe vraiment. En fait, il est possible d'observer les choses dans un ordre qui est le contraire exact de l'ordre temporel réel dans lequel elle se situent les unes par rapport aux autres. Que l'on sache, pour le corriger, comment interpréter les observations d'une manière qui puisse différer de l'ordre temporel dans lequel on les a faites et qu'on sache même replacer les événements dans le temps objectif exige que l'observateur soit lui-même un acteur et comprenne ce que veut dire produire un résultat ou s'y préparer²¹. C'est seulement parce qu'on est un acteur, et que les expériences sont celles d'une personne agissante, que l'on peut interpréter les événements comme ayant lieu avant ou après. De même, ce n'est pas de l'expérience que l'on peut avoir appris que les expériences doivent être interprétées par référence aux actes, puisqu'exécuter toute action présuppose que l'on possède des expériences interprétées de cette manière. Aucun être qui ne saurait pas ce que signifie agir ne pourrait jamais faire l'expérience d'événements situés dans le temps de la réalité, de sorte qu'on doit supposer que le sens du concept de temps est connu a priori de tout acteur par le fait même fait qu'il en est un.

L'action humaine possède aussi des aspects moraux logiquement nécessaires

de l'action humaine, et sur la base de cette connaissance a priori, il est possible de faire des prédictions apodictiquement vraies sur l'ordre social. C'est cela, par conséquent, qui démontre l'inanité de toute tentative nihiliste.

²¹ Cf. aussi Hans-Hermann HOPPE, *Handeln und Erkennen*, Bern, 1976, pp. 62 n.

Allons plus loin : les actions ne présupposent pas seulement la causalité et un ordre temporel objectif, elles exigent aussi des valeurs. Les valeurs non plus ne nous sont pas connues par l'expérience ; c'est le contraire qui est vrai. On ne fait l'expérience des choses que parce que ce sont des choses auxquelles on peut prêter une valeur positive ou négative au cours de l'action. Car il n'y a qu'une personne agissante qui puisse faire l'expérience d'un objet comme ayant une valeur. Encore plus généralement, c'est seulement en tant que personne agissante qu'on peut avoir quelque expérience consciente que ce soit, car celles-ci nous informent des choses dont une personne agissante pourrait juger qu'elles valent la peine qu'on les connaisse. Plus précisément : dans toute action, la personne agissante cherche à atteindre un but²². Elle entend produire un résultat défini ou se préparer à un événement qu'elle ne peut empêcher d'arriver. Quel que soit le but de son action (lequel, bien sûr, ne peut être connu que par l'expérience), le fait même qu'il est visé par une personne agissante révèle que celle-ci lui accorde de la valeur. Cela révèle même qu'au tout début de son action il lui prête relativement plus de valeur qu'à tout autre but de l'action auquel il pourrait penser, sinon il aurait agi différemment. En outre, étant donné que, pour atteindre ce but, auquel il accorde le plus de valeur, tout acteur doit intervenir au préalable ou doit guetter un événement antérieur afin de se préparer à quelque événement à venir, toute action doit aussi employer des moyens (à tout le moins ceux de son propre corps et le temps employé à intervenir ou à se préparer) pour produire le résultat désiré. Et comme on suppose que la causalité exige d'employer ces moyens-là pour atteindre le but auquel on attache de la valeur (sinon celui qui agit ne les emploierait pas, eux) il faut bien leur attacher de la valeur à eux aussi. Par conséquent il n'y a pas que les buts qui aient de la valeur pour quelqu'un qui agit, les *moyens* en ont une aussi, valeur déduite de celle de l'objectif recherché, dans la mesure où on ne peut pas attendre un but sans employer certains moyens. En outre, comme les actions ne peuvent être accomplies que successivement par une seule personne, toute action implique de faire un choix. Elle implique d'adopter la suite d'actions qui, au moment d'agir, promet le résultat ayant la plus grande valeur pour celui qui agit et qui, de ce fait, reçoit sa préférence ; en même temps, elle implique d'exclure d'autres actions possibles dont les résultats attendus ont une moindre valeur perçue.

²² Cf. aussi Ludwig von MISES, *Human Action*, Chicago, 1966 ; *Epistemological Problems of Economics*, New York, 1981 ; et *The Ultimate Foundation of Economic Science*, Kansas City, 1978.

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

Conséquence du fait d'avoir à choisir à chaque fois qu'on agit —de ne pas pouvoir réaliser simultanément l'ensemble des objectifs auxquels on attache de la valeur— l'exécution de toute action et de chacune d'entre elles implique de subir des coûts. Le coût d'une action est le prix qu'il faut payer parce qu'on doit préférer un enchaînement d'actions à un autre, et il s'élève à la valeur de l'objectif le plus apprécié parmi ceux qu'on doit renoncer à réaliser ou dont on doit immédiatement différer la réalisation parce que les moyens nécessaires pour le produire sont occupés à produire un autre résultat qui a encore plus de valeur. Cela implique bien sûr de considérer qu'à son point de départ toute action est nécessairement jugée valoir davantage qu'elle ne coûte et pouvoir garantir un profit à celui qui agit, à savoir un résultat dont la valeur est jugée plus élevée que les coûts ; cependant toute action est aussi menacée par la possibilité d'une perte. Une telle perte apparaîtrait si un acteur découvrait a posteriori que —contrairement à ses propres attentes antérieures— le résultat avait en fait une moindre valeur que le second choix auquel il avait renoncé. Et de même que toute action vise nécessairement un profit, la possibilité d'une perte, elle aussi, est un accompagnement nécessaire de toute action. Car un acteur peut toujours faire des erreurs dans son expertise causale et technique, et ne pas pouvoir obtenir les résultats attendus, ou alors les événements en vue desquels on les a produits ne se réalisent pas ; il peut aussi s'être trompé parce que toute action prend du temps, et que la valeur prêtée à différents projets peut changer pendant ce délai-là, faisant apparaître comme moins importante des choses qui paraissaient avoir beaucoup de valeur.

Toutes ces catégories —les valeurs, les projets, les moyens, le choix, la préférence, le coût, le profit et la perte— sont impliquée dans le concept d'action. Aucun d'entre eux n'est déduit de l'observation expérimentale. Bien au contraire, la possibilité d'interpréter des expériences au moyen des catégories précitées exige que l'on sache déjà ce que signifie le fait d'agir. Aucun être qui ne serait pas un acteur ne pourrait les comprendre car elles ne sont pas "données" —attendant seulement qu'on en fasse l'expérience", c'est [au contraire] l'expérience qui s'exprime en leurs termes lorsqu'elle est bâtie par l'acteur conformément aux règles nécessaires pour agir. Et certes, comme les actions sont des choses réelles, comme on ne peut pas *ne pas* agir —puisque la tentative même pour y parvenir serait en soi une action dirigée vers un but, nécessitant des moyens, excluant d'autres voies d'action, supportant [de ce fait] des coûts, [et bien entendu] soumettant l'acteur à l'éventualité de ne pas atteindre le but désiré et d'en éprouver une perte—

la connaissance de ce que signifie agir doit être considérée comme une connaissance [vraie] de la réalité qui est a priori. Le fait qu'on la possède seulement ne saurait être aboli ni réfuté, étant donné que cela présupposerait son existence même. En fait, observer étant déjà agir, on ne pourrait même pas seulement observer une situation où ces catégories de l'action cesseraient d'avoir une existence réelle²³.

L'analyse économique consiste à mettre en œuvre les catégories a priori de l'action

L'analyse économique, et en particulier l'analyse économique du socialisme, a pour fondation cette connaissance a priori du sens de l'action ainsi que des éléments logiquement associés. Pour l'essentiel, l'analyse économique consiste à :

²³ Le caractère a priori du concept d'action —c'est-à-dire l'impossibilité de réfuter la proposition comme quoi l'homme agit et comme quoi l'action implique les catégories développées plus haut, parce que la tentative même pour prouver le contraire serait en soi-même une action— a son complément dans le domaine de l'épistémologie, dans le principe de non-contradiction et le caractère impensable de sa négation. En ce qui concerne ce dernier principe, Brand BLANSHARD écrit : "Nier ce principe implique de dire qu'il serait faux au lieu d'être vrai, que le fait qu'il est faux exclut la possibilité qu'il soit vrai. Mais c'est là le fait même que l'on prétendait nier. On ne peut pas réfuter le principe de non-contradiction sans présupposer qu'il est valide au cours de la tentative même faite pour le nier" (Brand BLANSHARD, *Reason and Analysis*, La Salle, 1964, p.276).

En fait, comme l'indique Ludwig von MISES l'avait indiqué, le principe de non-contradiction est [lui-même] implicite dans les "axiomes de l'action", épistémologiquement plus fondamentaux (Ludwig von MISES, *The Ultimate Foundation of Economic Science*, Kansas City, 1978, p. 35). Sur la relation entre la praxéologie et l'épistémologie cf. aussi Hans-Hermann HOPPE, *A Theory of Socialism and Capitalism*, ch. 7, n. 5.

[HOPPE y précise : "Le fait qu'il est indiscutable que l'on sache ce que veut dire 'affirmer que quelque chose est vrai' est intimement lié au fait non moins indiscutable que l'on sait ce que 'l'action' veut dire. D'un côté, les actions sont plus fondamentales que l'argumentation qui permet d'apparaître à l'idée d'un énoncé valide, l'argumentation n'étant à l'évidence qu'une sous-catégorie de l'action. En revanche, dire de l'action et de l'argumentation et de leurs relations réciproques ce qu'on vient juste d'en dire nécessite déjà d'argumenter ; de sorte qu'en ce sens —du point de vue épistémologique, s'entend— il faut considérer l'argumentation comme plus fondamentale que l'action non argumentaire. Mais c'est aussi l'épistémologie qui révèle (même si on ne peut pas le *savoir* avant d'avoir argumenté) qu'en *fait* le développement de l'action argumentaire *présuppose* l'action. En effet, on ne peut discuter des prétentions à la véracité au cours d'une discussion que si ceux qui le font savent déjà ce que veut dire posséder une information impliquée par l'action. Par conséquent, il faut logiquement envisager aussi bien l'action en général que l'argumentation en particulier comme des éléments de connaissance a priori nécessairement impliqués l'un dans l'autre.]

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

—(1) comprendre les catégories de l'action et comprendre ce que veut dire un *changement* dans les valeurs et [de ce fait dans] les coûts, dans la connaissance technique, etc. ;

—(2) décrire des situations où ces catégories acquièrent une signification concrète, identifiant des personnes singulières comme des acteurs, définissant certains objets comme les moyens de leur action, certains buts étant porteurs de valeur et d'autres repérés comme des coûts ; et enfin

—(3) déduire les conséquences qui s'ensuivent d'un acte particulier entrepris dans ce contexte, ou celles qui apparaissent pour la personne agissante si la situation est changée dans un certain sens. Et cette déduction doit nécessairement parvenir à des conclusions valides a priori, à condition qu'il n'y ait pas de faille dans le processus même de déduction (la situation et le changement qu'on y a apporté étant donnés), et comme des conclusions a priori valides quant à la *réalité* si la situation et sa modification, telles qu'on les a décrites, peuvent elles-mêmes être décrites comme réelles, parce qu'alors leur validité découle finalement de celle, [littéralement] incontestable, des catégories de l'action.

C'est en suivant ce chemin méthodologique que, dans la discussion précédente du socialisme, nous étions arrivés à la conclusion, par exemple, que dans la mesure où le travail exécuté par une personne agissante n'est pas en lui-même le but de son action mais le moyen qu'elle emploie pour atteindre le but de gagner un revenu, si ce revenu est amputé contre son gré —par l'impôt— alors pour elle le coût du travail a augmenté, puisque la valeur [pour lui] d'autres objectifs qui peuvent être poursuivis au moyen de son corps et de son temps a augmenté en termes relatifs, de sorte qu'une moindre incitation à travailler doit nécessairement s'ensuire*. Dans cette même veine, nous avons atteint —en tant que conclusion a priori— la conclusion que, par exemple, si ceux qui disposent effectivement des moyens de production n'ont pas le droit de les vendre au plus offrant, alors personne ne peut établir en termes monétaires les coûts impliqués par la production de ce qu'on finit par en faire (c'est-à-dire la valeur pécuniaire des occasions perdues pour n'en avoir

* Pour une réfutation des sophismes comme quoi l'impôt ne découragerait pas de travailler, cf. Pascal SALIN : "The Income Effect Does Not Exist" *Journal of Austrian Economics*.

pas fait un autre usage), et personne ne peut plus garantir que ces moyens soient effectivement employés à produire ceux des biens que les acteurs considèrent comme ayant le plus de valeur pour eux au début de leurs efforts productifs. Par conséquent, une production moindre en termes de pouvoir d'achat doit nécessairement s'ensuivre.

3 LE SOCIALISME EST DONC FAUX... PARCE QU'IL EST ABSURDE

Après cette digression plutôt longue dans le domaine de l'épistémologie, retournons maintenant à la discussion du socialisme des ingénieurs sociaux. Cette digression était nécessaire pour réfuter l'affirmation du positivisme-empirisme, qui si elle était vraie aurait sauvé le socialisme, comme quoi il n'y aurait rien de catégorique que l'on puisse dire contre aucun projet politique, étant donné que seule l'expérience est censée pouvoir révéler les conséquences réelles de certaines politiques. Contre cette thèse-là, j'ai fait remarquer que l'empirisme semblait manifestement contredire l'intuition. D'après notre intuition, la logique est plus fondamentale que l'expérience et elle constitue aussi une connaissance de la réalité telle qu'elle est. Par la suite, il apparaît que le positivisme-empirisme est un tissu de contradictions, puisque lui-même doit présupposer l'existence d'une connaissance a priori comme connaissance authentique du réel. Et qu'il existe bel et bien un système de connaissance positive a priori, que l'on doit présupposer chez toute personne qui fait des expériences et qui agit, parce qu'elle sait ce qu'agir veut dire, connaissance qui ne peut pas être réfutée par l'expérience, dans la mesure où toute tentative pour ce faire présupposerait en soi-même la validité des postulats contestés.

Cette discussion nous a conduits à une conclusion que l'on peut résumer par la formule suivante : *L'expérience ne peut pas l'emporter sur la logique, c'est le contraire qui est vrai. C'est la logique qui améliore l'expérience et qui nous dit quel est le type d'expérience qu'il nous est possible d'avoir et lesquelles sont au contraire le produit de la confusion intellectuelle, et qu'on fera donc bien d'appeler des "rêveries" ou des "fantaisies" plutôt que de les prendre pour des "expériences"*

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

*de la réalité**. Avec cette nouvelle réaffirmation des fondements sur lesquels est construit l'argumentaire économique contre le socialisme, une critique directe du socialisme des ingénieurs sociaux est désormais possible ; critique qui, encore une fois, est une critique logique, tirée d'une science a priori, et qui démontre que les buts recherchés par le socialisme des ingénieurs sociaux ne pourront jamais être atteints par les moyens qu'il met en avant, puisque cela contredirait cette connaissance [universelle et certaine]. La critique qui suit pourra donc être rapide, puisque l'idéologie des ingénieurs sociaux, mis à part sa méthodologie positiviste-empiriste dont on a montré qu'elle est fautive, n'est en fait pas différente des autres versions du socialisme. Par conséquent les analyses fournies dans les chapitres précédents sur le socialisme marxiste, démocrate-social et [pseudo-]conservateur trouvent à s'appliquer ici aussi.

C'est ce qui devient tout à fait clair une fois que l'on énonce les conceptions de la propriété du socialisme des ingénieurs sociaux : au début, les utilisateurs-possesseurs des ressources rares peuvent en faire tout ce qu'ils veulent. Mais ensuite, chaque fois que le résultat de ce processus-là déplaît à la communauté des ingénieurs sociaux (donc à des gens qui ne sont pas les utilisateurs-possesseurs des choses en question, et qui n'ont pas non plus le moindre titre contractuel à en disposer), celle-ci aurait le droit de se mêler des pratiques des vrais possesseurs-utilisateurs pour décider de ce qu'on fera de ces moyens-là, amputant d'autant leurs droits de propriété. En outre, la susdite communauté aurait le droit de déterminer unilatéralement ce qui est, ou ce qui n'est pas, un résultat désirable, et pourrait ainsi amputer les droits de propriété des possesseurs naturels partout et toutes les fois qu'ils jugent la chose nécessaire pour produire le résultat qui a leur préférence.

Le socialisme des ingénieurs sociaux... est un socialisme

En ce qui concerne ces principes de propriété, on se rend tout de suite compte que, même si le socialisme des ingénieurs sociaux ne prévoit qu'une mise en œuvre progressive de ses projets, avec un degré d'ingérence modéré dans les Droits de propriété des possesseurs naturels, comme c'est à la "société" (aux ingénieurs

* Italiques ajoutés (F. G.)

sociaux) de déterminer dans quel degré leurs droits pourront être violés, il s'agit là d'une abolition de la propriété dans son principe, et les entreprises productives des gens se passent sous la menace d'une dépossession toujours croissante et finalement totale des propriétaires privés. A cet égard-là, il n'existe aucune espèce de différence entre le socialisme démocrate-social et [pseudo-]conservateur et sa version conçue par les ingénieurs sociaux. La différence, encore une fois, se réduit à la psychologie sociale. Alors que les socialismes marxiste, redistributeur et [pseudo-]conservateur prétendent tous réaliser une situation d'ensemble déterminée à l'avance —un objectif d'*égalité** ou la préservation d'un ordre social donné —le socialisme des ingénieurs sociaux n'a pas ce projet-là. Son idée est celle d'une intervention occasionnelle, dépourvue de tout principe ; du bricolage souple, au coup par coup. L'ingénieur social socialiste est donc apparemment beaucoup plus ouvert à la critique, aux solutions de remplacement, aux idées nouvelles —et cette attitude séduit certainement pas mal de gens qui refuseraient de souscrire à aucune des autres formes du socialisme. En revanche, et on ferait bien de garder cela aussi à l'esprit, il n'y a presque rien, y compris la proposition la plus ridicule, que certains ingénieurs sociaux ne soient pas prêts à essayer sur leurs congénères, qu'ils envisagent comme des paniers de variables à manipuler mécaniquement tels des pions sur un échiquier en leur envoyant les *stimuli* qu'il faut.

Les fléaux du socialisme

Dans tous les cas, dans la mesure où le socialisme des ingénieurs sociaux ne diffère pas dans son principe d'aucune des autres versions du socialisme, en ce qu'il implique une redistribution des titres de propriété des utilisateurs des ressources rares et parties aux contrats vers des non utilisateurs, lui aussi accroît les coûts de production et conduit de ce fait à une baisse dans la production de richesses ; et il en est nécessairement ainsi, et personne n'a aucun besoin d'en faire l'essai préalable pour arriver à cette conclusion. Cette conclusion générale est vraie quelle que soit la direction particulière que l'ingénierie sociale puisse prendre. Disons que la communauté des ingénieurs sociaux n'approuve pas que certaines personnes aient un bas revenu et décide "donc" d'imposer des salaires minimum au-dessus du

* En français —hélas— dans le texte [F. G.]

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

niveau de marché²⁴. La logique nous enseigne que cela implique une restriction du droit de propriété des employeurs, et pas moins de celui des employés, les uns et les autres étant empêchés de conclure certaines négociations dans leur intérêt mutuel. la conséquence en est, et doit être le chômage. Au lieu d'être moins payés, à un salaire de marché, certains ne seront plus payés du tout, certains employeurs ne pouvant pas payer les coûts plus élevés ni embaucher autant de personnes qu'ils souhaiteraient en embaucher s'il leur en coûtait moins. Les employeurs seront lésés parce qu'ils ne pourront plus employer autant de monde et que leur production en sera réduite ; et les employés le seront, eux, parce qu'au lieu d'un revenu quelconque, si faible soit-il, ils n'auront plus de revenu du tout. On ne peut pas dire a priori *lesquels* des employeurs et des candidats à l'emploi qui en souffriront le plus, sauf qu'il s'agira de ceux des candidats dont les services du travail ont une valeur relativement faible sur le marché, et de ceux des employeurs qui embauchent particulièrement ce type-là de travailleurs. Cependant, comme on sait par expérience que, par exemple, les travailleurs peu qualifiés se retrouvent souvent parmi les jeunes, les noirs, les femmes, les gens plus âgés qui rentrent sur le marché du travail après une période assez longue de travail à la maison, etc., on peut prédire avec certitude que ces groupes-là sont ceux qui seront les plus durement touchés par le chômage. Et à l'évidence, le fait même que le problème que l'intervention prétendait régler à l'origine (le bas revenu de certaines personnes) sera encore pire qu'avant aurait pu être connu a priori, indépendamment de toute expérience. S'imaginer, parce qu'une méthodologie empiriste défectueuse vous égare, qu'on devrait commencer par faire l'expérience de tout cela n'est pas seulement du charlatanisme scientifique ; comme toute entreprise inspirée par des motifs intellectuellement bancals, cela coûte aussi extrêmement cher.

Pour prendre encore un autre exemple, il déplaît à la communauté des ingénieurs sociaux que les loyers des logements soient aussi élevé qu'ils le sont, ce qui fait que certaines personnes ne peuvent pas vivre aussi confortablement qu'à leur avis ils devraient le faire. En conséquence, on vote une législation contrôlant les loyers, imposant des loyers maximum pour certains logements²⁵. C'est la situation, par

²⁴ Sur les effets du salaire minimum, cf. aussi Yale BROZEN et Milton FRIEDMAN, *The Minimum Wage: Who Pays?*, Washington, 1966.

²⁵ Sur les effets du contrôle des loyers, cf. aussi Charles BAIRD, *Rent Control: The Perennial Folly*, San Francisco, 1980 ; Friedrich A. HAYEK *et al.*, *Rent Control: A Popular Paradox*, Vancouver, 1975.

exemple, à New York ou, sur une échelle encore plus majestueuse, dans l'Italie toute entière. Encore une fois, sans avoir à attendre que les conséquences se manifestent, on sait très bien ce qu'elles seront. La construction de nouveaux logements va diminuer, puisque la rentabilité de ces investissements-là est désormais plus basse. Et en ce qui concerne les anciens, il apparaîtra pour eux une pénurie immédiate, la demande augmentant pour des prix désormais plus bas. Certains logements parmi les plus anciens peuvent même ne plus être loués du tout, si leurs loyers sont fixés tellement bas que le loyer ne permettrait même pas de couvrir les coûts de la détérioration qui se produit quand on se contente d'y vivre et de s'en servir. Il y aura alors une terrible pénurie de logements, à côté de milliers d'appartements inoccupés (New York et l'Italie nous en fournissent des illustrations parfaites). Et il n'y aura aucun moyen d'en sortir, puisqu'il ne sera toujours pas rentable de construire de nouveaux logements. En outre, les pénuries accrues engendreront des rigidités très coûteuses, les gens ayant eu la chance d'accéder aux rares logements existants à bas prix étant de plus en plus réticents à les quitter en dépit du fait que, par exemple, la taille de la famille évolue normalement au cours du cycle de vie induisant des changements dans les besoins de logement, et que de nouvelles possibilités d'embauche peuvent apparaître à des endroits différents. Il s'ensuit donc un immense gaspillage d'espace locatif, parce que les personnes âgées, par exemple, qui occupent de grands appartements qui couvraient juste leurs besoins lorsque les enfants étaient encore à la maison mais sont beaucoup trop grands maintenant, vont refuser de déménager vers des appartements plus petits parce qu'il n'y en a pas de disponibles ; et les jeunes familles, qui ont besoin de locaux plus vastes ne peuvent pas le trouver non plus, précisément parce que ces locaux)là ne seront pas libérés. Le gaspillage se produit aussi parce que les gens ne déménagent pas vers les endroits où se trouve la plus forte demande pour les services spécifiques de leur travail, ou alors ils passent un temps démesuré à faire la navette vers des lieux plutôt éloignés, soit parce qu'ils ne trouvent pas à habiter là où il y a du travail, soit parce qu'ils n'y trouvent des logements qu'à un prix beaucoup plus élevé que leur loyer actuel, artificiellement abaissé. A l'évidence, le problème que les ingénieurs sociaux prétendaient résoudre en imposant la législation du contrôle des loyers, ce problème-là est désormais bien pire et le niveau de vie général a baissé. Une fois de plus, on aurait pu savoir tout cela a priori. Pour l'ingénieur social, cependant, toujours mené en bateau par sa méthodologie positiviste-empiriste qui lui laisse croire qu'il n'y a pas moyen d'en connaître les effets avant que de l'avoir effectivement tenté, cette expérience ne fera probablement que poser

Le Socialisme des ingénieurs sociaux

le décor de la prochaine intervention. Peut-être, n'est-ce pas, que si les résultats n'étaient pas tout à fait ce qu'on avait attendu, c'est parce qu'on avait oublié de contrôler quelque variable importante, et qu'il faudrait maintenant aller de l'avant pour essayer de trouver laquelle. Mais ce que ce chapitre vient de démontrer, c'est qu'il existe bel et bien un moyen de savoir à l'avance que ni le premier acte d'intervention, ni les interventions ultérieures n'auront jamais l'effet escompté, puisqu'il passent tous par une interférence avec les Droits des propriétaires naturels, de la part de gens qui ne sont ni des premiers utilisateurs ni autorisés par un contrat²⁶.

L'antisocialisme est le propre de ceux qui pensent que deux et deux font toujours quatre

Et si on veut comprendre cela, il n'est que d'en revenir à un raisonnement économique digne de ce nom ; de reconnaître la nature épistémologique unique de la science économique comme science a priori de l'action humaine, qui repose sur des fondements dont la négation même exigerait de présupposer la validité ; et de reconnaître, en conséquence, qu'une science de l'action [soi-disant] fondée sur une méthodologie positiviste-empiriste est aussi mal fondée qu'un énoncé comme quoi on pourrait *avoir le beurre et l'argent du beurre*.

²⁶ Cf. aussi Ludwig von MISES, *A Critique of Interventionism*, New Rochelle, 1977.